

Burundi : nouvelle manifestation contre les «faux rapports» sur le pays

RFI, 11-01-2017 Comme à chaque fois lorsqu'il y a un rapport ou une prise de position qui ne lui plait pas, le pouvoir a organisé samedi 11 février de nouvelles manifestations à travers les 119 communes du pays. Il s'agissait cette fois-ci de protester contre de nombreux rapports sortis récemment sur les conséquences de la crise que traverse ce pays depuis près de 2 ans, que ce soit sur les graves violations des droits de l'homme recensées dans ce pays ou sur le nombre de Burundais qui ont fui en exil qui dépasse désormais les 360 000 personnes, un chiffre qui ne cesse d'augmenter.

Le pouvoir burundais, qui assure que la paix est désormais rétablie dans le pays, a donc appelé les Burundais à manifester pour « s'insurger contre de faux rapports et de fausses informations ». Ils étaient comme d'habitude nombreux dans les rues de Bujumbura samedi 11 février. Cinq mille selon des journalistes présents sur place, 10 000 selon l'administration, une foule bigarrée constituée essentiellement de taxis-vélos et de taxis-motos qui öuvrent dans la capitale, venus manifester volontairement d'après les autorités. Mais certains parmi eux jurent qu'ils y sont contraints et forcés. Dans le collimateur pour cette énième manifestation, des ONG locales et internationales, la FIDH, Human Rights Watch, la ligue Iteka, ainsi que l'office du haut-commissaire des droits de l'homme de l'ONU, pointés pour leurs rapports successifs sur les graves violations des droits de l'homme qui sont commises par les forces de l'ordre au Burundi, des accusations que le gouvernement continue de qualifier d'« infondées ». A Gitega, la deuxième ville du pays, des centaines de personnes conduites par l'administrateur de cette ville située au centre du pays ont rajouté à cette longue liste des « ennemis » du régime burundais le bureau de la coordination humanitaire de l'ONU, pour son dernier rapport qui estime qu'au rythme actuel de 500 départs en exil chaque jour au Burundi, il y aura d'ici la fin de l'année un demi-million de réfugiés dans les pays voisins. Bujumbura s'insurge contre ces chiffres sans donner les siens et continue de parler de « complot international ». L'opposition quant à elle dénonce de grandes messes qui servent à faire pression sur la communauté internationale, mais aussi à distraire la population des problèmes que sont l'insécurité et la grande misère dans laquelle elle vit désormais.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});